

Les ministres participants doivent pouvoir prouver à leurs populations qu'il est possible de marquer des progrès réels au regard des problèmes commerciaux d'envergure qui se posent à la communauté internationale. Nous devons voir par-dessus tout à ce que le système soit adapté aux besoins présents et puisse faire face aux contraintes posées au développement économique au Canada.

Approche des autres pays à la réunion ministérielle

Les autres participants auront bien sûr leur liste de points qu'ils voudront voir traités dans le programme de travail et à la réunion. Les États-Unis ont avancé plusieurs propositions visant à entraîner le GATT dans de nouveaux secteurs d'activité. De façon plus précise, ils ont identifié les échanges internationaux de services, les investissements liés au commerce et la technologie de pointe comme des domaines dans lesquels ils aimeraient voir le GATT entreprendre un programme d'étude. Nous sommes en voie d'identifier les intérêts particuliers du Canada dans ces secteurs.

En ce qui concerne les services, par exemple, le groupe de travail interministériel établi il y a un an, a procédé à des consultations étendues avec les provinces et le secteur privé. Je m'attends à ce que nous puissions appuyer les propositions américaines visant l'étude des problèmes liés aux échanges de services à l'intérieur du GATT.

Pour ce qui est des investissements liés au commerce, nous avons déclaré qu'un tel programme d'étude serait déséquilibré s'il ne prévoyait pas parallèlement l'étude du comportement des entreprises multinationales.

Dans le cas du commerce des produits de haute technicité, le Canada, tout comme d'autres pays, est intéressé à examiner de près la nature de la proposition américaine afin de décider si et comment ce problème pourrait être traité dans le contexte du GATT.

Les Japonais, pour leur part, ont adopté une approche quelque peu prudente de la réunion ministérielle, tout en l'appuyant de façon générale. Je suppose qu'ils la voient comme une soupape qui permettra d'alléger quelque peu les pressions exercées sur eux pour qu'ils libéralisent leur propre régime d'importation. Le Japon reconnaît qu'il a grandement intérêt à préserver un système commercial multilatéral ouvert.

La Communauté européenne n'a pas encore complètement absorbé les résultats du Tokyo Round ni d'ailleurs les effets de son propre élargissement. Ses membres se